

Education et développement

Enquête Harris Interactive pour ASMAE

Enquête réalisée en ligne entre le 03 et le 05 novembre 2015. Echantillon de 1 000 personnes, représentatif des Français âgés de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

*_**

A la demande d'Asmae – Association Soeur Emmanuelle, **Harris Interactive a interrogé les Français sur l'importance que revêt pour eux l'éducation dans le développement d'un pays**, les enjeux et les acteurs qu'ils associent au thème de l'éducation et **l'état des lieux** qu'ils dressent aujourd'hui sur ce sujet en France et dans le monde.

Que retenir de cette enquête ?

- **95% des Français considèrent qu'une éducation égalitaire et de qualité est un levier important pour qu'un pays se développe de manière pérenne**, au même niveau que des dimensions politiques et économiques primordiales comme la démocratie ou le plein emploi.
- **Pour qu'un enfant se développe dans de bonnes conditions, la plupart des Français estiment qu'il est très important de satisfaire ses besoins physiques** (80% « manger à sa faim », 79% « avoir un logement, 77% « avoir accès aux soins de santé »), **mais également qu'il soit protégé de la maltraitance (84%) qu'il aille à l'école (82%) et qu'il soit entouré par des adultes bienveillants et affectueux (74%)**.
- Plus de neuf Français sur dix s'accordent à dire qu'un pays où l'éducation des enfants est **négligée est un pays qui compromet son développement social, humain (94%) et économique (93%)**.

- **En matière de scolarité dans le monde, le regard des Français distingue encore très nettement les pays riches des pays pauvres**, que cela soit sur l'accès à l'école, l'accès aux études supérieures, l'égalité entre filles et garçons ou la qualité de l'enseignement. **Le sentiment que l'Afrique est particulièrement en retard sur les pays européens et américains ressort notamment**, alors même que l'accès à la scolarité ne concerne plus qu'une minorité d'enfants sur ce continent.
- Logiquement, les priorités d'action envisagées sont donc différentes selon les pays : plus **centrées sur l'Ecole et les familles dans les pays développés**, davantage autour des **associations et ONG dans les pays en développement**, ces trois acteurs recueillant au global le plus la confiance des Français que ce soit en matière d'éducation ou de droits de l'enfant.
- De manière générale, **le niveau d'information des Français sur l'éducation en France et dans le monde apparaît perfectible**. Ainsi, près d'un quart ignore qu'un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté en France et un tiers que l'éducation est un droit juridiquement établi pour tous les enfants dans le monde.

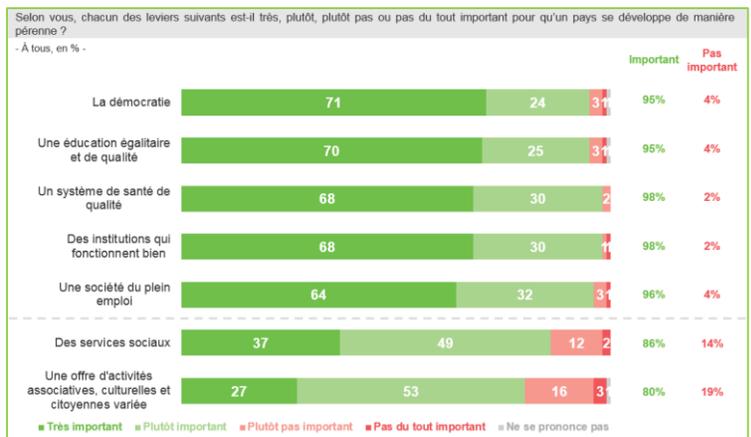
Dans le détail :

L'éducation, une dimension cruciale tant pour le développement d'un pays que pour celui de chaque enfant

Dans cette enquête, **on constate que les Français ont bien compris que l'éducation présentait à la fois des enjeux à l'échelle individuelle et à l'échelle collective.**

En effet, sur la dimension collective, **95% des Français considèrent qu'une éducation égalitaire et de qualité est un levier important pour qu'un pays se développe de manière pérenne**, dont 70% évoquant même un levier « très important ».

L'éducation ressort ainsi au même niveau que d'autres dimensions primordiales sur le plan politique, social et économique : la démocratie (95% « important » dont 71% « très important »), un système de santé de qualité (98% dont 68%), des institutions qui fonctionnent bien (98% dont 68%) et une société du plein emploi (96% dont 64%).



Elle apparait enfin nettement devant les services sociaux (86% dont seulement 37% « très important ») et une offre d'activités associatives, culturelles et citoyennes variée (80% dont 27%).

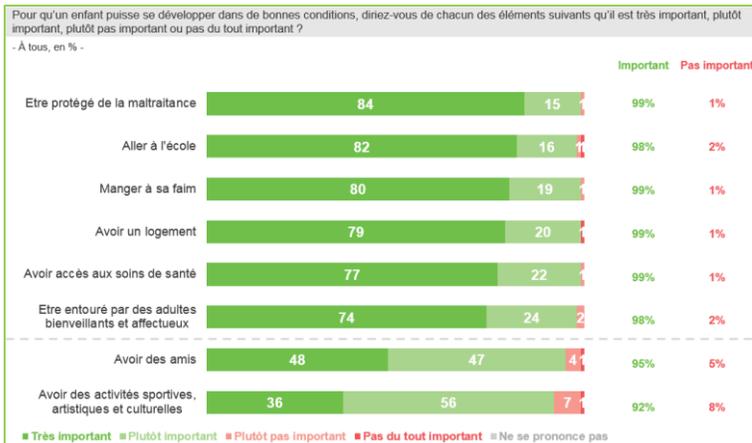
Les plus jeunes et les plus diplômés se montrent particulièrement convaincus de l'importance de l'éducation dans le développement d'un pays alors que sur les autres dimensions ce sont plutôt les seniors qui se démarquent.

Sur la dimension individuelle, il est frappant de voir que **les Français situent également au même niveau d'importance la réponse aux besoins physiques et aux besoins psychoéducatifs dans le développement de l'enfant.**

La quasi-totalité des répondants considèrent ainsi qu'il est important de **manger à sa faim** (99% dont 80% « très important »), **d'avoir un logement** (99% dont 79%) et **d'avoir accès aux soins de santé**

(99% dont 77%) mais également d'être protégé de la maltraitance (99% dont 84%), d'aller à l'école (98% dont 82%) et d'être entouré par des adultes bienveillants et affectueux (98% dont 74%).

Avoir des amis et avoir des activités sportives, artistiques et culturelles sont aussi considérés comme



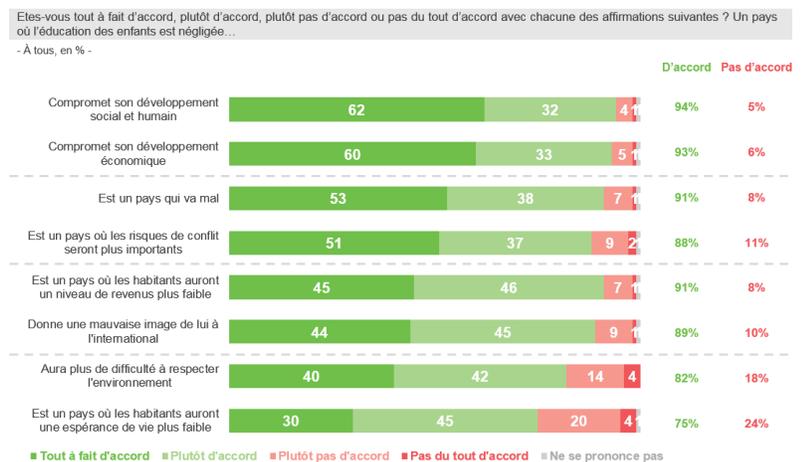
important par plus de neuf Français sur dix mais la part de réponses « très important » y apparaît nettement moindre (respectivement 48% et 36%).

Dans le détail par catégorie, on remarque que les femmes se montrent plus exigeantes sur l'ensemble de ces dimensions et que les jeunes citent davantage le logement (89% « très important » contre 79% en moyenne), la santé

(86% contre 77%), l'amitié (58% contre 48%) et les activités autour du sport, de l'art et de la culture (48% contre 36%) quand les plus âgés évoquent plus particulièrement l'école (88% contre 82%).

Pour plus de neuf Français sur dix, un pays qui néglige l'éducation des enfants compromet son développement social, humain et économique

Si les Français considèrent l'éducation comme une dimension primordiale du développement de l'enfant et d'un pays, ils font même explicitement le lien systématique entre éducation et développement social, humain et économique.



Ainsi, 94% des répondants se déclarent d'accord avec l'idée selon laquelle **un pays où l'éducation des enfants est négligée compromet son développement social et humain** (dont 62% « tout à fait d'accord ») et 93% (dont 60%) **qu'il compromet son développement économique**.

Dans une moindre mesure, les Français associent également un pays qui néglige l'éducation à **un pays qui va mal** (91% dont 53%), un pays où les **risques de conflit** seront plus importants (88% dont 51%),

Une majorité de Français considère que l'éducation en France est insatisfaisante et en retard par rapport aux autres pays développés mais que les Droits de l'Enfant y sont plutôt bien respectés

56% des Français déclarent ne pas être satisfaits de l'éducation que reçoivent les enfants en France aujourd'hui, particulièrement parmi les plus âgés (67%) alors que les jeunes s'en disent majoritairement satisfaits (57%).

Ce constat est probablement lié d'une part au **discours de perte des valeurs dans les nouvelles générations voire de déclin**, particulièrement répandu en France parmi les catégories les plus âgées, mais également à la **forte association du sujet de l'éducation à l'institution de l'Education nationale** en France, régulièrement au cœur de l'actualité et des critiques **et par extension à la politique du gouvernement** qui suscite de plus en plus de défiance de la part de l'opinion française.

On retrouve également ce regard critique sur la situation de la France lorsqu'on demande aux répondants de **comparer le pays aux autres pays développés sur l'éducation : 62% considèrent qu'il est en retard**, 32% ni en avance ni en retard et seulement 5% en avance.

61% estiment en revanche que la France est en avance en matière d'éducation sur les pays en développement (mais 26% ni en avance, ni en retard et 12% en retard).

En revanche, les Français considèrent que les Droits de l'Enfant sont plutôt bien respectés en France (90%) et dans les autres pays développés (85%), la marge de progression étant toutefois conséquente puisque seuls 20% et 13% les jugent « très bien respectés ». En revanche, dans les pays en développement, seuls 8% des Français estiment que ces Droits sont bien respectés (32% estimant même qu'ils ne le sont pas du tout).

Un état des lieux sur la scolarité très différent selon la région du monde évoquée

Que ce soit en termes d'accès à l'école, d'accès équitable entre filles et garçons, d'accès aux études supérieures ou de qualité de la scolarité, le regard des Français apparaît très tranché entre pays riches et pays pauvres. Ainsi, sur toutes ces dimensions, **l'Europe, l'Amérique et dans une moindre mesure l'Océanie ressortent positivement alors que l'Asie suscite des appréciations mitigées et que l'Afrique apparaît très en retard.**

Pourtant, dans la réalité, le taux de scolarisation est supérieur à 50% (et même à 75%¹) sur tous ces continents. Les réponses peu nuancées des Français témoignent donc d'un manque d'information (ou d'un retard d'information) sur les nouveaux enjeux de l'éducation dans les pays en développement, davantage centrée sur la durée et la qualité des études que sur l'accès à proprement parler à l'Ecole.

Des priorités d'action par conséquent différentes selon les pays

On a vu que pour les Français, **l'éducation passe avant tout par l'Ecole et les familles. Dans les pays développés, ils considèrent donc que les actions prioritaires doivent se concentrer autour de ces deux axes** : amélioration de la formation des enseignants (50% en France, 29% dans les autres pays développés), augmentation des moyens alloués au système scolaire (40% et 19%) et augmentation du nombre d'enseignants (37% et 22%) d'une part, renforcement de la solidarité intergénérationnelle

(41% et 34%), information et accompagnement des familles (25% et 25%) d'autre part, et logiquement encouragement de la collaboration entre l'Ecole et les parents (37% et 26%).

Que faudrait-il faire selon vous en priorité pour améliorer l'éducation... ? - Trois réponses maximum par zone géographique

- À tous, en % -

	En France	Dans les autres pays développés	Dans les pays en développement
Améliorer la formation des enseignants	50	29	22
Renforcer la solidarité entre les générations pour permettre une meilleure transmission des valeurs	41	34	14
Augmenter les moyens alloués au système scolaire / à l'Education nationale (pour la France)	40	19	22
Augmenter le nombre d'enseignants	37	22	26
Encourager une meilleure collaboration entre l'Ecole et les parents	37	26	12
Informier et accompagner les familles	25	25	23
Augmenter les moyens alloués aux lieux de vie collectifs (associations, ...)	14	16	13
Faire davantage de lois en faveur de l'éducation	9	14	26
Encourager une meilleure collaboration entre les pouvoirs publics et les associations / ONG	6	13	28
Agir directement auprès des gouvernements des pays concernés par les retards/ déficits d'éducation, via des associations / ONG	5	11	41
Multiplier le nombre de projets et d'initiatives d'associations et d'ONG en faveur de l'éducation dans le monde	5	11	37
Ne se prononce pas	4	14	6

Dans les pays en développement en revanche, ils ont le sentiment que le système scolaire n'est pas assez établi pour remplir ce rôle puisqu'il ne touche pas la majorité des enfants selon eux. **Les premiers acteurs**

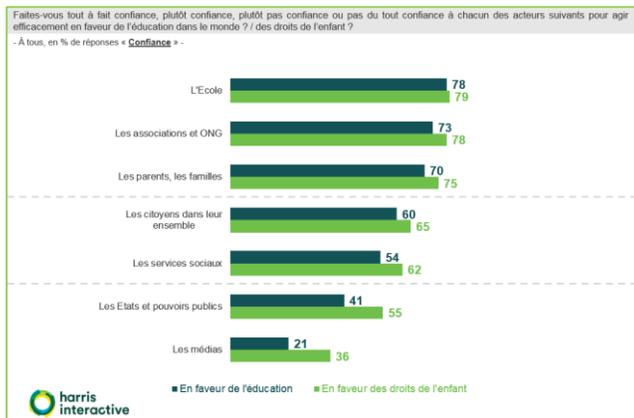
mobilisés sont alors les associations et ONG en support des gouvernements (41%), à travers des projets et initiatives qui leur sont propres (37%), en collaboration avec les pouvoirs publics (28%). Les actions visant à davantage asseoir l'Ecole sont également évoquées dans un deuxième temps : augmentation du nombre d'enseignants (26%), renforcement des lois en faveur de l'éducation (26%), amélioration de la formation des enseignants (22%) et des moyens alloués au système scolaire (22%). L'information et l'accompagnement à l'égard des familles ressort également (23%).

¹ Selon la base de données de l'Institut de statistique de l'UNESCO.

On observe que les solutions « institutionnelles », notamment scolaires et à l'égard des familles, sont plus souvent évoquées par les personnes les plus âgées alors que les plus jeunes se montrent un peu plus ouverts aux initiatives de la société civile.

Sur l'éducation comme sur les droits de l'enfant, les principaux acteurs qui recueillent la confiance des Français sont l'Ecole, les associations et ONG et les familles

Ainsi, au global, **pour agir efficacement en faveur de l'éducation dans le monde et des droits de l'enfant, les Français font avant tout confiance à l'Ecole (78% pour l'éducation et 79% pour les droits de l'enfant), les associations et ONG (73% et 78%) et les parents, les familles (70% et 75%).**



de l'enfant), **les associations et ONG (73% et 78%) et les parents, les familles (70% et 75%).**

Les citoyens dans leur ensemble (60% et 65%) et les services sociaux (54% et 62%) bénéficient d'une confiance plus relative. Les Etats et pouvoirs publics (41% et 55%) et les médias (21% et 36%) suscitent pour leur part une confiance minoritaire.

On note que sur l'éducation, les plus âgés font un peu plus confiance que la moyenne aux acteurs institutionnels comme les Etats et les pouvoirs publics (47% contre 41% en moyenne) alors que **les jeunes se montrent particulièrement positifs à l'égard des associations et ONG (85% contre 73%).**

Pour les Français, les associations manquent néanmoins toujours de moyens financiers et humains pour mieux agir, ces deux éléments ressortant comme principaux leviers d'amélioration de leur action (42% et 37%), devant les échanges avec les autres acteurs (28% avec les familles, 21% avec l'Ecole, 17% avec les pouvoirs publics) et l'appui politique (18% au national et 16% à l'international).

Un niveau d'information perfectible sur les chiffres clés de l'éducation et les droits des enfants

Si plus de neuf Français sur dix (**91%**) indiquent avoir conscience qu'en France **140 000 jeunes sortent chaque année du système scolaire sans diplôme**, les autres chiffres clés sur l'éducation testés ne bénéficient pas d'une telle notoriété : 19% ne savent pas que si tous les enfants des pays à faibles revenus quittaient le système scolaire en sachant lire, la pauvreté mondiale pourrait reculer de 12%, **23% ignorent qu'en France un enfant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et surtout 33%**

ne savent pas que l'éducation est un droit juridiquement établi pour tous les enfants dans le monde. Une majorité rejette également l'idée que prolonger sa scolarité d'une année peut permettre en moyenne de gagner 10% de salaire en plus.

Ces perceptions traduisent probablement **un manque d'information** mais également **une certaine incrédulité** face à ces chiffres conséquents ou à l'application pratique de notion comme le droit à l'éducation.

Sur le thème des droits de l'enfant, on constate également des marges de progrès possibles sur l'existence de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant (69% en ont entendu parler, 27% voyant précisément ce dont il s'agit) et de la Journée Internationale des Droits de l'Enfant (68% dont 29%). On remarque en outre que ce sont les personnes d'âge moyen, les plus susceptibles d'avoir des enfants mineurs, qui se déclarent les moins informées.

*_**

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée d'éléments techniques tels que : la méthode d'enquête, les dates de réalisation, le nom de l'institut – Harris Interactive –, la taille de l'échantillon.

A propos de Harris Interactive

Harris Interactive France est un acteur historique du marché des études.
Dirigé par ses fondateurs Nathalie Perrio-Combeaux et Patrick Van Bloeme, l'institut propose des approches innovantes, qualitatives et quantitatives, en France comme à l'international.
Animé par l'énergie de la passion, porté par l'innovation et convaincu que le marché est en pleine mutation, Harris Interactive accompagne ses clients face à leurs nouveaux challenges et repense avec eux le métier des études.
Depuis juillet 2014, Harris Interactive Europe (regroupant Harris Interactive France, Allemagne et UK) a rejoint ITWP permettant ainsi à ce groupe international d'étendre sa présence dans la filière études.

Suivez l'actualité de Harris Interactive sur www.harrisinteractive.fr, [Facebook](#), [Twitter](#) et [LinkedIn](#).

Contacts Harris Interactive en France :

Laurence Lavernhe - 39 rue Crozatier - 75012 Paris - Tel: 01 44 87 60 94 - 01 44 87 60 30 - llavernhe@harrisinteractive.fr
Jean-Daniel Lévy - Directeur du Département Politique & Opinion - 01 44 87 60 30 - jdlevy@harrisinteractive.fr